

Procuration d'actionnaire (Personnes Morales)

Shareholder proxy (Legal Entities)

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale extraordinaire par un mandataire.

Les actionnaires qui souhaitent se faire représenter doivent désigner leur mandataire en utilisant le présent formulaire de procuration établi par le conseil d'administration.

L'original de ce formulaire signé sur support papier doit parvenir à la société au plus tard le 19 octobre 2023 à 17 heures (heure belge). Ce formulaire peut être communiqué à la société par courrier à l'attention de Celyad Oncology SA, Mme An Phan, Head of Legal, Rue André Dumont 9, B-1435 Mont-Saint-Guibert, ou par courriel à l'adresse investors@celyad.com pour autant que cette dernière communication soit signée par signature électronique conformément à la législation belge applicable.

Les actionnaires sont invités à suivre les instructions reprises sur le formulaire de procuration afin d'être valablement représentés à l'assemblée générale.

Les actionnaires qui souhaitent se faire représenter doivent se conformer à la procédure d'enregistrement et de confirmation décrite dans la convocation.

Any shareholder may be represented at the extraordinary general meeting by a proxy holder.

Shareholders wishing to be represented must designate their proxy holder by using this proxy form prepared by the board of directors.

The original form must be received by the company on 19 October 2023 at 5pm (CET) at the latest. This form may be communicated to the company by mail marked for the attention of Celyad Oncology SA, Mrs. An Phan, Head of Legal, rue André Dumont 9, B-1435 Mont-Saint-Guibert, or by email to investors@celyad.com provided that in the last case, the communication is signed by electronic signature, in accordance with applicable Belgian legal rules.

Shareholders are invited to follow the instructions set out in the proxy form in order to be validly represented at the general meeting.

Shareholders wishing to be represented must comply with the registration and confirmation procedure set in the convening notice.

La soussignée:

The undersigned:

dénomination sociale :

Entity name :

siège :

registered office :

représentée conformément à ses statuts

par :

represented in accordance with its articles

of association by :

propriétaire de :

_____ actions de la société

owner of :

_____ *shares in the company*

dénomination sociale :

CELYAD ONCOLOGY SA

Entity name :

société anonyme cotée

a listed limited liability company

siège :

Rue André Dumont 9

registered office :

1435 Mont-Saint-Guibert

Belgique

Belgium

numéro d'entreprise :

0891.118.115 (RPM/ LER Nivelles)

enterprise number :

déclare par les présentes renoncer à la convocation de l'assemblée générale extraordinaire

hereby waives notice of the extraordinary general meeting

qui se tiendra le:

25 octobre 2023

to be held on:

25 October 2023

à

14 heures CET

at

2 pm CET

au siège de Celyad Oncology SA sauf avis contraire de la société suite aux mesures de lutte contre le Covid-19

at the registered office of Celyad Oncology SA unless communicated otherwise by the company due to Covid-19 measures

et désigne comme mandataires, avec pouvoir de substitution :

and appoints as its proxies with power to substitute:

An Phan and/or F&C Consulting SRL, représentée par David Georges

aux fins de le/la représenter à l'assemblée générale extraordinaire.

to represent it at the extraordinary general meeting.

Ordre du jour:

- 1. Prise de connaissance du rapport spécial du conseil d'administration relatif à l'émission de nouvelles actions ordinaires, avec suppression du droit de préférence des actionnaires existants, établi conformément aux articles 7:179, 7:191 et 7:193 du Code des sociétés et des associations.**
- 2. Prise de connaissance du rapport spécial du commissaire, conformément aux articles 7:179, 7:191 et 7:193 du Code des sociétés et des associations, évaluant si les données financières et comptables contenues dans le rapport du conseil d'administration sont exactes et suffisantes dans tous leurs aspects significatifs pour informer l'assemblée générale dans le cadre de l'émission de nouvelles actions ordinaires avec suppression du droit de préférence des actionnaires existants et contenant une évaluation détaillée de la justification du prix d'émission.**
- 3. Augmentation de capital par apport en numéraire pour un montant total de 7.750.000 EUR, avec suppression du droit de préférence des actionnaires existants sur l'émission de nouvelles actions - Souscription et libération des nouvelles actions et de la prime d'émission.**

Proposition de résolution : L'assemblée décide d'augmenter le capital de la société de 7.750.000 EUR pour le porter de 80.628.224,33 EUR à 88.378.224,33 EUR. L'assemblée décide que l'augmentation de capital sera réalisée par apport en numéraire et par l'émission de 14.903.846 nouvelles actions nominatives de même nature et ayant les mêmes droits et avantages que les actions existantes et participant aux bénéfices à partir du 1er janvier 2023.

L'assemblée décide que les nouvelles actions seront souscrites immédiatement en numéraire au prix de 0,52 EUR chacune, soit un total de 7.750.000 EUR. Les nouvelles actions seront libérées à 100%.

Conformément à l'article 6 des statuts de la société et aux articles 7:191 et 7:193 du Code des sociétés et des associations, l'assemblée décide de supprimer le droit de préférence des actionnaires existants dans le cadre de l'émission de nouvelles actions ordinaires, en faveur de la société de droit anglais "CFIP CLYD (UK) Limited".

Est alors intervenue la société de droit anglais " CFIP CLYD (UK) Limited ", ayant son siège social à 7 Clarges Street, 4th Floor, Londres, Royaume-Uni, W1J 8AE, inscrite au registre du commerce britannique (Companies House) sous le numéro 15092043 et à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0805.416.140, représentée par [●], agissant en qualité de mandataire spécial en vertu d'une procuration sous seing privé, et qui déclare avoir connaissance des statuts et de la situation financière de la Société, et souscrit aux 14.903.846 actions nouvelles, aux prix et conditions susmentionnés.

L'assemblée reconnaît en conséquence que chacune des actions ainsi souscrites a été entièrement libérée.

Conformément à l'article 7:195 du Code des sociétés et des associations, l'apport en numéraire est déposé sur un compte spécial portant le numéro [●] au nom de la Société, tel qu'il résulte d'une attestation délivrée par un établissement de crédit, laquelle est transmise au notaire soussigné qui la conservera dans son dossier.

L'assemblée reconnaît et demande au notaire de constater authentiquement que l'augmentation de capital qui précède a été réalisée et que le capital a ainsi été porté à 88.378.224,33 EUR, représenté par 41.428.572 actions sans valeur nominale, représentant chacune une part égale du capital.

Pour

Contre

Abstention

- 4. Modification de l'article 5 des statuts.**

Proposition de résolution : Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions prises, l'assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts, tel que reproduit dans la version coordonnée non officielle du nouveau texte de ces statuts comme suit : « Le capital de la société est fixé à 88.378.224,33 EUR, représenté par 41.428.572 actions sans désignation de valeur nominale, représentant chacune une part égale du capital. »

Pour

Contre

Abstention

- 5. Modification de l'article 16 des statuts.**

Proposition de résolution : Afin de mettre les statuts en concordance avec la clause 6.1(a) du Fortress Shareholders' Rights Agreement, conclu par la Société avec, entre autres, la société de droit anglais « CFIP CLYD (UK) Limited », en date du 4 septembre 2023, l'assemblée décide de modifier l'article 16 et d'y inclure comme cinquième alinéa : « Toute transaction par laquelle la société ou ses filiales mettraient fin à leurs droits de propriété intellectuelle ou accorderaient une licence, une sous-licence ou feraient apport de leurs droits de propriété intellectuelle à un tiers autre que les Actionnaires Fortress, et qui présenterait l'une des caractéristiques suivantes : (i) un transfert des droits de litige ou de poursuite aux licenciés et sous-licenciés associés à tout Droit de PI de Dartmouth, (ii) l'octroi d'une licence exclusive ou non exclusive sur tout Droit de PI de Dartmouth, ou (iii) la résiliation des droits de la société ou de l'une de ses filiales sur tout Droit de PI de Dartmouth (chacun des points (i), (ii) et (iii), une Transaction de Droit de PI de Dartmouth), sera soumise à l'approbation du conseil d'administration, y compris le vote d'au moins une Personne Désignée par Fortress. L'obligation décrite ci-dessus expirera dès que les Actionnaires de Fortress détiendront au total moins de 10 % des actions en circulation pendant plus de trente (30) jours consécutifs ».

■ Pour

■ Contre

■ Abstention

6. Modification de l'article 32 des statuts.

Proposition de résolution : Afin de mettre les statuts en concordance avec la clause 6.1(b) du Fortress Shareholders' Rights Agreement, conclu par la Société avec, entre autres, la société de droit anglais « CFIP CLYD (UK) Limited », en date du 4 septembre 2023, l'assemblée décide de modifier l'article 32 et d'y inclure comme cinquième alinéa : « La société et ses filiales ne peuvent, directement ou indirectement, sans le consentement de ces Actionnaires de Fortress, (i) contracter ou émettre une dette qui grèverait tout droit de propriété intellectuelle de la société ou de l'une de ses filiales, (ii) émettre (x) une action, (y) un autre titre, un instrument financier, un certificat ou un autre droit (y compris les options, les contrats à terme, les swaps et autres produits dérivés) représentant, pouvant être exercé, converti ou échangé contre, ou donnant autrement le droit d'acquérir, directement ou indirectement, tout ce qui précède ou (z) tout autre titre ou instrument financier dont la valeur est basée sur tout ce qui précède (chacun des points (x), (y) et (z) étant un Titre de Participation) de la société qui sont prioritaires par rapport aux actions ordinaires en ce qui concerne le droit de recevoir (x) des dividendes ou d'autres distributions aux actionnaires ou (y) des produits en cas de liquidation, de dissolution ou de cession d'activité de la société (y compris à ces fins dans le cadre d'une opération de changement de contrôle), (iii) modifier ou changer les droits, les préférences ou les privilèges des actions ordinaires, y compris dans le cadre de toute reclassification, recapitalisation, réorganisation ou restructuration, (iv) recommander, directement ou indirectement, ou prendre toute autre mesure pour (A) augmenter ou réduire la taille du conseil d'administration ou (B) coopter ou nommer au conseil d'administration, à la place d'une Personne Désignée par Fortress, toute personne autre qu'une Personne Désignée par Fortress, (v) faire une proposition visant à amender, abroger ou modifier de toute autre manière toute disposition des statuts qui serait raisonnablement susceptible d'affecter négativement les intérêts de tout Actionnaire de Fortress ou (vi) faire une proposition visant à modifier les droits de tout Titre de Participation de la société d'une manière défavorable à CFIP CLYD LLC ou à CFIP CLYD (UK) Limited.

L'obligation décrite ci-dessus prendra fin dès que les actionnaires de Fortress détiendront au total moins de 10 % des actions en circulation pendant plus de trente (30) jours consécutifs ».

■ Pour

■ Contre

■ Abstention

7. Ajout d'une Annexe 1 aux statuts.

Proposition de résolution : L'assemblée décide d'inclure en tant qu'Annexe 1 une liste de définitions des termes figurant dans les statuts qui doivent être définis, comme suit :

« Annexe 1 – Termes Définis

« Affilié » a le sens qui lui est donné dans la Rule 12b-2 promulguée en vertu du Securities and Exchange Act de 1934, tel qu'amendée ; étant entendu que (i) aucun Actionnaire ne sera considéré comme un Affilié d'un autre actionnaire du seul fait d'un investissement dans la Société, (ii) en aucun cas CFIP CLYD, LLC, CFIP CLYD (UK) Limited ou l'un quelconque de leurs Affiliés respectifs ne seront considérés comme des Affiliés de la Société ou de l'un de ses Affiliés, et la Société et ses Affiliés ne seront pas considérés comme des Affiliés de CFIP CLYD, LLC, CFIP CLYD (UK) Limited ou de l'un quelconque de leurs Affiliés respectifs et, (iii) dans le cas de CFIP CLYD, LLC ET CFIP CLYD (UK) Limited, le terme « Affilié » n'inclut pas les Sociétés de Portefeuille, Mubadala, le Groupe Mubadala, SoftBank et/ou le Groupe SoftBank. Pour les besoins de cette définition, « Actionnaires » signifie CFIP CLYD (UK) Limited et chaque Cessionnaire Autorisé qui deviendrait partie ou serait lié par les dispositions de la Convention de Droits d'Actionnaires conformément aux dispositions de la Convention de Droits d'Actionnaires ou un Cessionnaire Autorisé qui aurait le droit de faire appliquer les dispositions de la Convention de Droits d'Actionnaires conformément à ses termes.

« Contrôle » désigne le pouvoir, par le biais de la propriété de titres, d'un contrat ou autre, de diriger les politiques de la personne ou de l'entité concernée.

« Droit de PI de Dartmouth » signifie tout droit de propriété intellectuelle concédé à la société ou à l'une de ses filiales par les administrateurs (« trustees ») du Dartmouth College concernant le déficit en cellules TCR.

« Transaction de Droit de PI de Dartmouth » a la signification qui lui est donnée à l'article 16.

« Titre de Participation » a la signification qui lui est donné à l'article 32.

« Personnes Désignées par Fortress » signifie les Personnes identifiées par Fortress Credit Advisors LLC ou son représentant, conformément aux dispositions de la Convention de Droits d'Actionnaires.

« Actionnaire de Fortress » signifie CFIP CLYD (UK) Limited et l'un de ses Cessionnaires Autorisés qui est un Actionnaire et (1) un Affilié de cet Actionnaire, (2) un Actionnaire Affilié de CFIP CLYD (UK) Limited ou (3) un Fonds Actionnaire de CFIP CLYD (UK) Limited (ensemble, les Actionnaires de Fortress).

« Mubadala » signifie Mubadala Investment Company PJSC.

« Groupe Mubadala » signifie toute Personne Contrôlant, Contrôlée par ou sous Contrôle commun avec Mubadala et ses successeurs et ayants droit, ainsi que ses et leurs Affiliés qui ne sont pas également Contrôlés par Fortress Investment Group LLC.

« Cessionnaire Autorisé » signifie, pour chaque Actionnaire, (i) tout autre Actionnaire, (ii) les Affiliés de cet Actionnaire, (iii) dans le cas de tout Actionnaire, (A) tout membre ou associé commandité ou commanditaire (« general or limited partner ») de cet Actionnaire, (B) toute société par actions, société de personnes, société à responsabilité limitée ou autre entité qui est un Affilié de cet Actionnaire ou de tout membre, associé commandité ou commanditaire de cet Actionnaire (collectivement, les « Affiliés de l'Actionnaire »), (C) tout fonds d'investissement géré directement ou indirectement par cet Actionnaire ou un Affilié de l'Actionnaire (un « Fonds Actionnaire »), (D) tout associé commandité ou commanditaire d'un Fonds Actionnaire ou (E) tout trust dont les bénéficiaires, ou toute société par actions, société à responsabilité limitée ou société de personnes dont les actionnaires, les membres ou les associés commandités ou commanditaires sont constitués uniquement d'un ou de plusieurs de ces Actionnaires, de tout commandité ou commanditaire de cet Actionnaire, de tout Affilié de cet Actionnaire, de tout Fonds Actionnaire et (iv) toute autre Personne qui acquiert des Titres de Participation de la Société auprès de cet Actionnaire autrement que dans le cadre d'un appel public à l'épargne et qui accepte de devenir partie à la Convention de Droits d'Actionnaires (« Shareholders' Rights Agreement ») ou d'être liée par cette dernière. Pour les besoins de cette définition, « Actionnaires » signifie CFIP CLYD (UK) Limited et chaque Cessionnaire Autorisé qui deviendrait partie ou serait lié par les dispositions de la Convention de Droits d'Actionnaires conformément aux dispositions de la Convention de Droits d'Actionnaires ou un Cessionnaire Autorisé qui aurait le droit de faire appliquer les dispositions de la Convention de Droits d'Actionnaires conformément à ses termes.

« Personne » signifie tout individu, entreprise, société par actions, société de personnes, société à responsabilité limitée, trust, organisation non constituée en société, gouvernement ou tout département ou agence de celui-ci ou toute autre entité, ainsi que tout syndicat ou groupe qui serait réputé être une Personne en vertu de la Section 13(d)(3) du Securities and Exchange Act de 1934, tel que modifié, et comprend tout successeur (par fusion ou autre) d'une telle entité.

« Société de Portefeuille » signifie toute société de portefeuille (au sens où ce terme est communément compris dans le secteur du capital-investissement) contrôlée par CFIP CLYD (UK) Limited ou l'un de ses Affiliés.

« Convention de Droits d'Actionnaires » signifie la Convention de Droits d'Actionnaires telle que modifiée et mise à jour, datée du 4 septembre 2023, conclue entre CFIP CLYD (UK) Limited, une société à responsabilité limitée de droit anglais, et Celyad Oncology SA, une société à responsabilité limitée constituée et existant sous la forme d'une société anonyme de droit belge, telle qu'elle peut être modifiée ou complétée de temps à autre.

« Softbank » désigne Softbank Group Corp.

« Groupe Softbank » désigne toute personne qui Contrôle, est Contrôlée par ou est sous Contrôle commun avec SoftBank et qui n'est pas également contrôlée par Fortress Investment Group LLC. »

■ Pour

■ Contre

■ Abstention

8. Prise de connaissance du rapport spécial du conseil d'administration établi conformément à l'article 7:199 du Code des sociétés et des associations.

9. Renouvellement du capital autorisé.

Proposition de résolution : L'assemblée décide d'approuver le renouvellement de l'autorisation d'utiliser la technique du capital autorisé, pour une nouvelle période de 5 ans et à concurrence d'un montant maximal de 12.000.000 EUR dans les conditions prévues par le rapport du conseil d'administration établi conformément à l'article 7:199 du Code des sociétés et des associations et, en cas d'adoption de la résolution, la modification subséquente des articles 7.1 et 7.2 des statuts relatifs au capital autorisé afin de l'adapter à la nouvelle autorisation, comme indiqué dans la version coordonnée non officielle du nouveau texte des statuts de la Société mis à la disposition des actionnaires sur le site internet de la société (www.celyad.com). Les articles 7.1 et 7.2 seront modifiés comme suit : « 7.1 Le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital de la société en une ou plusieurs fois, à concurrence d'un montant maximal de douze millions euros (12.000.000 EUR) aux dates et suivant les modalités fixées par le conseil d'administration, pendant un terme de cinq années à compter de la date de publication aux Annexes du Moniteur belge d'un extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le [●] 2023.

Cette autorisation est renouvelable dans les conditions prévues par la loi.

Le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital comme dit ci-avant, tant par apports en numéraire ou, dans les limites et conditions légales, par apports en nature, que par incorporation de réserves disponibles ou indisponibles ou du compte "primes d'émission". Dans ces derniers cas, l'augmentation pourra avoir lieu avec ou sans émission d'actions nouvelles.

L'augmentation de capital dans le cadre du capital autorisé pourra également se faire par l'émission d'obligations convertibles ou de droits de souscription – attachés ou non à une autre valeur mobilière – pouvant donner lieu à la création d'actions conformément aux dispositions légales applicables. Le conseil d'administration est autorisé, lors de l'augmentation du capital, de l'émission d'obligations convertibles ou de droits de souscription, à limiter ou à supprimer, dans l'intérêt social, le droit de préférence prévu par les dispositions légales en vigueur, y compris en faveur d'une ou de plusieurs personnes déterminées, qu'elles soient membres ou non du personnel de la société ou de ses filiales.

7.2 Lorsque l'augmentation de capital décidée par le conseil d'administration comporte une prime d'émission, le montant de celle-ci est, sous déduction éventuelle des frais, affecté à un compte indisponible qui constituera, à l'égard du capital, la garantie des tiers et ne pourra être réduit ou supprimé que par une décision de l'assemblée

générale statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour la réduction de capital, sans préjudice à la faculté du conseil d'administration d'incorporer ledit compte au capital comme prévu au 7.1. ci-avant. »

Pour

Contre

Abstention

10. Renouvellement des pouvoirs conférés au conseil d'administration pour augmenter le capital en cas d'offre publique d'acquisition.

Proposition de résolution : L'assemblée décide d'approuver le renouvellement des pouvoirs conférés au conseil d'administration pour augmenter le capital, dès réception par la Société de la communication faite par l'Autorité des services et marchés financiers selon laquelle elle a reçu un avis d'offre publique d'acquisition, et pour une période de 3 ans, conformément à l'article 7:202 du Code des sociétés et des associations et en cas d'adoption de la résolution, la modification subséquente de l'article 7.3 des statuts afin de l'adapter au renouvellement des pouvoirs, tel que reproduit dans la version coordonnée non officielle du nouveau texte des statuts.

Pour

Contre

Abstention

11. Nomination de trois nouveaux administrateurs.

Proposition de résolution : sur proposition du conseil d'administration après avis du comité de nomination, l'assemblée décide, sur proposition de la société de droit anglais « CFIP CLYD (UK) Limited », de nommer trois nouveaux administrateurs de la Société, à savoir Jonathan James, Sage Mandel et Andrea Gothing. Leur mandat n'est pas rémunéré. Ils élisent domicile au siège de la société. Leur mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'année 2026.

Pour

Contre

Abstention

12. Pouvoirs

Proposition de résolution : L'assemblée décide d'accorder une procuration spéciale :

- à Mme An Phan, ou à chaque membre du conseil d'administration de la Société, agissant seul, chacun avec pouvoir de substitution, afin de mettre en œuvre les résolutions adoptées ci-dessus ;
- à Me Adrien Lanotte, et/ou à tout avocat du cabinet Harvest Avocats, agissant seul, chacun avec pouvoir de substitution, afin de poser, exécuter et signer tous les documents, instruments, démarches et formalités et afin de donner toutes les instructions nécessaires ou utiles afin d'exécuter les décisions précitées, en ce compris, mais sans y être limité, les formalités auprès d'un guichet d'entreprise afin d'assurer l'enregistrement/modification des données auprès de la Banque Carrefour des Entreprises et, le cas échéant, auprès de l'Administration de la Taxe sur la Valeur Ajoutée ; et
- au notaire soussigné, ou à tout autre notaire et/ou collaborateur de la SCRL « Berquin Notaires », afin de leur conférer tous pouvoirs pour rédiger le texte de la coordination des statuts de la Société, le signer et le déposer dans la base de données électronique prévue à cet effet, conformément aux dispositions légales en la matière.

Pour

Contre

Abstention

Agenda :

- 1. Acknowledgment of the special report of the board of directors on the issuance of new ordinary shares, with cancellation of the preferential rights of the existing shareholders, drafted in accordance with articles 7:179, 7:191 and 7:193 of the Code of companies and associations.**
- 2. Acknowledgment of the special report of the auditor, in accordance with Articles 7:179, 7:191 and 7:193 of the Code of companies and associations, assessing whether the financial and accounting data contained in the report of the board of directors are true and sufficient in all material aspects to inform the general meeting in the context of the issuance of new ordinary shares with cancellation of the preferential rights of the existing shareholders and containing a detailed assessment of the justification of the issuance price.**
- 3. Capital increase by contribution in cash for a total amount EUR 7,750,000, with cancellation of the preferential rights of the existing shareholders on the issuance of new shares - Subscription and release of the new shares and the share premium.**

Proposed resolution: The assembly decides to increase the capital of the Company by EUR 7,750,000 from EUR 80,628,224.33 to EUR 88,378,224.33. The meeting decides that the capital increase will be carried out by contribution in cash and by the issuance of 14,903,846 new registered shares of the same nature and having the same rights and benefits as existing shares and participating in profits from 1 January 2023.

The assembly decides that the new shares will be subscribed immediately in cash at a price of EUR 0.52 each, i.e. a total of EUR 7,750,000. 100% of the new shares will be paid-up.

In accordance with Article 6 of the Company's Articles of Association and Articles 7:191 and 7:193 of the Code of companies and associations, the assembly decides to cancel the preferential rights of existing shareholders in the context of the issuance of new ordinary shares, in favour of the company incorporated under English law "CFIP CLYD (UK) Limited".

Then intervened the company incorporated under the laws of England "CFIP CLYD (UK) Limited", having its registered office at 7 Clarges Street, 4th Floor, London, United Kingdom, W1J 8AE, registered with the British commercial register (Companies House) under number 15092043 and with the Crossroads Bank of Enterprises under number 0805.416.140, represented by [●], acting in its capacity as special agent under a power of attorney under private signature, and which declares to be aware of the articles of association and the financial situation of the Company, and subscribes to the 14,903,846 new shares, at the abovementioned prices and conditions.

The assembly therefore acknowledges that each of the shares thus subscribed has been fully paid-up. In accordance with Article 7:195 of the Code of companies and associations, the contribution in cash is deposited in a special account with number [●] in the name of the Company, as it results from a certificate issued by a credit institution, which is transmitted to the undersigned notary who will keep it in his file.

The assembly acknowledges and requests the notary to authentically establish the fact that the preceding capital increase has been realized and that the capital has thus been brought to EUR 88,378,224.33, represented by 41,428,572 shares which do not contain a face value, each representing an equal share of the capital.

■ For

■ Against

■ Abstention

- 4. Amendment of article 5 of the articles of association.**

Proposed resolution: In order to bring the articles of association into line with the resolutions taken, the assembly decides to amend Article 5 of the articles of associations, as reproduced in the unofficial coordinated version of the new text of these articles of association as follows: "The company's share

capital is set at EUR 88,378,224.33, represented by 41,428,572 shares which do not contain a face value, each representing an equal share of the capital.”

For

Against

Abstention

5. Amendment of article 16 of the articles of association.

Proposed resolution: In order to bring the articles of association into line with clause 6.1(a) of the Fortress Shareholders' Rights Agreement, entered into by the Company with, inter alia, the company incorporated under the laws of England as "CFIP CLYD (UK) Limited", dated 4 September 2023, the assembly decides to amend article 16 and to include as fifth indent: "Any transaction whereby the company or its subsidiaries would terminate their intellectual property or licence, sub-licence or contribute their intellectual property to a third party other than the Fortress Shareholders, which transaction presents any of the following characteristics: (i) a transfer of litigation or prosecution rights to licensees and sublicensees associated with any Dartmouth IP, (ii) the granting of an exclusive or non-exclusive license to any Dartmouth IP, or (iii) the termination of the rights of the company or any of its subsidiaries to any Dartmouth IP (each of (i), (ii) and (iii), a **Dartmouth IP Transaction**), shall be subject to approval by the board of directors, including the vote of at least one Fortress Designee. The requirement described above shall expire once the Fortress Shareholders own in aggregate less than 10% of the outstanding shares for more than thirty (30) consecutive days."

For

Against

Abstention

6. Amendment of article 32 of the articles of association.

Proposed resolution: In order to bring the articles of association into line with clause 6.1(b) of the Fortress Shareholders' Rights Agreement, entered into by the Company with, inter alia, the company incorporated under the laws of England as "CFIP CLYD (UK) Limited", dated 4 September 2023, the assembly decides to amend article 32 and to include as fifth indent as follows: "The company and its subsidiaries shall not, directly or indirectly, without the consent of such Fortress Shareholder(s), (i) incur or issue any indebtedness that would encumber any intellectual property of the company or any of its subsidiaries, (ii) issue (x) any share, (y) any other security, financial instrument, certificate or other right (including options, futures, swaps and other derivatives) representing, being exercisable, convertible or exchangeable into or for, or otherwise providing a right to acquire, directly or indirectly, any of the foregoing or (z) any other security or financial instrument the value of which is based on any of the foregoing (each of (x), (y) and (z), an **Equity Security**) of the company that are senior to the ordinary shares with respect to the right to receive (x) dividends or other distributions to shareholders or (y) proceeds in the event of the liquidation, dissolution or winding-up of the company (including for such purposes in connection with any change of control transaction), (iii) alter, amend or change the rights, preference or privileges of the ordinary shares, including in connection with any reclassification, recapitalization, reorganization or restructuring, (iv) recommend, directly or indirectly, or take any other action to (A) increase or decrease the size of the board of directors or (B) co-opt or appoint to the board of directors in place of a Fortress Designee any individual other than a Fortress Designee, (v) make any proposal to amend, repeal or otherwise modify any provision of the articles of association that would be reasonably expected to adversely affect the interests of any Fortress Shareholder or (vi) make any proposal to modify the rights of any Equity Securities of the company in a manner adverse to CFIP CLYD LLC or CFIP CLYD (UK) Limited. The requirement described above shall expire once the Fortress Shareholders own in aggregate less than 10% of the outstanding shares for more than thirty (30) consecutive days."

■ For

■ Against

■ Abstention

7. Addition of Appendix 1 to the articles of association.

Proposed resolution: The assembly decides to include as Appendix 1 a list of definitions of the terms in the articles of association that require to be defined, as follows:

“Appendix 1 – Defined Terms

“Affiliate” shall have the meaning set forth in Rule 12b-2 promulgated under the Securities and Exchange Act of 1934, as amended; provided that (i) no Shareholder shall be deemed an Affiliate of any other Shareholder solely by reason of any investment in the Company, (ii) in no event shall CFIP CLYD, LLC, CFIP CLYD (UK) Limited or any of their respective Affiliates be deemed Affiliates of the Company or any of its Affiliates, nor shall the Company or any of its Affiliates be deemed Affiliates of CFIP CLYD, LLC, CFIP CLYD (UK) Limited or any of their respective Affiliates, and (iii) in the case of CFIP CLYD, LLC AND CFIP CLYD (UK) Limited, the term “Affiliate” shall not include any Portfolio Companies, Mubadala, the Mubadala Group, SoftBank and/or the SoftBank Group. For the purposes of this definition, “Shareholders” shall mean CFIP CLYD (UK) Limited and each Permitted Transferee who becomes a party to or bound by the provisions of the Shareholders’ Rights Agreement in accordance with the terms of the Shareholders’ Rights Agreement or a Permitted Transferee thereof who is entitled to enforce the provisions of the Shareholders’ Rights Agreement in accordance with the terms thereof.

“Control” shall mean the power, through the ownership of securities, contract or otherwise, to direct the policies of the applicable person or entity.

“Dartmouth IP” shall mean any intellectual property licensed to the company or any of its subsidiaries from the trustees of Dartmouth College relating to TCR deficiency.

“Dartmouth IP Transaction” shall have the meaning ascribed to it in article 16.

“Equity Security” shall have the meaning ascribed to it in article 32.

“Fortress Designees” shall mean the Persons identified by Fortress Credit Advisors LLC or its designee from time to time in accordance with the provisions of the Shareholders’ Rights Agreement.

*“Fortress Shareholder” shall mean CFIP CLYD (UK) Limited and any of its Permitted Transferees that is a Shareholder and (1) an Affiliate of such Shareholder, (2) a Shareholder Affiliate of CFIP CLYD (UK) Limited or (3) a Shareholder Fund of CFIP CLYD (UK) Limited (together, the **Fortress Shareholders**).*

“Mubadala” shall mean Mubadala Investment Company PJSC.

“Mubadala Group” shall mean any Person Controlling, Controlled by or under common Control with Mubadala and its successors and assigns and its and their affiliates that are not also Controlled by Fortress Investment Group LLC.

“Permitted Transferee” shall mean, with respect to each Shareholder, (i) any other Shareholder, (ii) such Shareholder’s Affiliates, (iii) in the case of any Shareholder, (A) any member or general or limited partner of such Shareholder, (B) any corporation, partnership, limited liability company or

other entity that is an Affiliate of such Shareholder or any member, general or limited partner of such Shareholder (collectively, “**Shareholder Affiliates**”), (C) any investment funds managed directly or indirectly by such Shareholder or any Shareholder Affiliate (a “**Shareholder Fund**”), (D) any general or limited partner of any Shareholder Fund or (E) any trust, the beneficiaries of which, or any corporation, limited liability company or partnership, the stockholders, members or general or limited partners of which, consist solely of any one or more of such Shareholder, any general or limited partner of such Shareholder, any Shareholder Affiliates, any Shareholder Fund and (iv) any other Person that acquires Equity Securities of the Company from such Shareholder other than pursuant to a public offering and that agrees to become party to or be bound by the Shareholders’ Rights Agreement. For the purposes of this definition, “**Shareholders**” shall mean CFIP CLYD (UK) Limited and each Permitted Transferee who becomes a party to or bound by the provisions of the Shareholders’ Rights Agreement in accordance with the terms of the Shareholders’ Rights Agreement or a Permitted Transferee thereof who is entitled to enforce the provisions of the Shareholders’ Rights Agreement in accordance with the terms thereof.

“**Person**” shall mean any individual, firm, corporation, partnership, limited liability company, trust, unincorporated organization, government or any department or agency thereof or other entity, as well as any syndicate or group that would be deemed to be a Person under Section 13(d)(3) of the the Securities and Exchange Act of 1934, as amended, and shall include any successor (by merger or otherwise) of such entity.

“**Portfolio Company**” shall mean any portfolio company (as such term is commonly understood in the private equity industry) Controlled by CFIP CLYD (UK) Limited or any of its Affiliates.

“**Shareholders’ Rights Agreement**” shall mean that certain Amended and Restated Shareholders’ Rights Agreement, dated as of September 4, 2023, by and among CFIP CLYD (UK) Limited, a U.K. private limited company, and Celyad Oncology SA, a limited liability company incorporated and existing in the form of a naamloze vennootschap / société anonyme under Belgian law, as may be amended, modified or supplemented from time to time.

“**SoftBank**” shall mean SoftBank Group Corp.

“**SoftBank Group**” shall mean any Person Controlling, Controlled by or under common Control with SoftBank that is not also Controlled by Fortress Investment Group LLC.”

■ For

■ Against

■ Abstention

8. Acknowledgement of the special report of the board of directors drawn up pursuant to article 7:199 of the Code of companies and associations.

9. Renewal of the authorized capital.

Proposed resolution: The assembly decides to approve the renewal of the authorization to use the authorised capital technique, for a further period of 5 years and up to a maximum amount of EUR 12,000,000 under the conditions laid down in the report of the board of directors drawn up in accordance with Article 7:199 of the Code of companies and associations and in the event of adoption of the resolution, subsequent amendment of articles 7.1 and 7.2 of the articles of association relating to the authorized capital in order to adapt it to the new authorization, as set out in the unofficial coordinated version of the new text of the Company's articles of association made available to shareholders on the Company's website (www.celyad.com). Articles 7.1 and 7.2 will be amended as follows: “7.1 The board of directors may increase the share capital of the company in one or several

times with a maximum of EUR 12,000,000 at the time and according to the terms determined by the board of directors, for a period of five years as from the date of publication in the Annexes to the Belgian State Gazette of an extract of the minutes of the extraordinary shareholders' meeting of the company held on [●] 2023. This authorisation may be renewed in accordance with the conditions set forth by the law. The board of directors may increase the share capital, as provided for above, by contribution in cash or, within the limits and conditions set forth by the law, by contribution in kind, or by incorporation of available or unavailable reserves or of issue premium. In the latter events, the increase may take place with or without issuance of new shares. The capital increase within the framework of the authorised capital may as well be effected by issuing convertible bonds or subscription rights – whether or not attached to another security - which may give rise to the creation of shares in accordance with the applicable legal provisions. In the event of a capital increase or the issuance of convertible bonds or subscription rights, the board of directors may, in the company's interest, restrict or cancel the preferential subscription right provided for by the applicable legal provisions, including in favour of one or more of specific persons, whether or not they are employees of the company or of its subsidiaries.

7.2 When the capital increase decided by the board of directors includes a share premium, the amount of the share premium, after deduction of any expenses, is allocated to an unavailable account which will constitute a guarantee for third parties in respect of the capital and may only be reduced or cancelled by a decision of the shareholders' meeting, deciding under the quorum and majority conditions required for a capital reduction, without prejudice to the right of the board of directors to incorporate the said account into the capital as provided for in 7.1 above."

For

Against

Abstention

10. Renewal of the powers conferred to the board of directors to increase the capital in the event of a takeover bid.

Proposed resolution: The meeting decides to approve the renewal of the powers conferred to the board of directors to increase the capital, upon receipt by the Company of the communication made by the financial services and markets Authority according to which it has received a notice of public offer to acquire it, and for a period of 3 years, in accordance with Article 7:202 of the Code of companies and associations and in the event of adoption of the resolution, subsequent amendment of article 7.3 of the articles of association in order to adapt it to the renewal of powers, as reproduced in the unofficial coordinated version of the new text of the articles of association.

For

Against

Abstention

11. Appointment of three new directors.

Proposed resolution: on the proposal of the board of directors following an opinion from the nomination committee, the assembly decides to appoint, on the proposal of the company incorporated under the laws of England "CFIP CLYD (UK) Limited", three new directors of the Company, namely Jonathan James, Sage Mandel and Andrea Gothing. Their mandate is not remunerated. They shall elect domicile at the registered office of the Company. Their mandate ends at the end of the ordinary general meeting of the year 2026.

For

Against

Abstention

12. Powers.

Proposed resolution: The assembly decides to grant a special proxy:

- *to Mrs. An Phan, or to each member of the board of directors of the Company, each acting alone, in order to implement the resolutions adopted above;*
- *to Adrien Lanotte, and/or any other lawyers from Harvest Avocats, each acting separately, with the right of substitution, in order to fulfil the formalities with a company counter in order to ensure the registration/modification of data in the Crossroads Bank for Enterprises and, where applicable, with the Value Added Tax Administration; and*
- *to the undersigned notary, or to any other notary and/or collaborator of "Berquin Notaires" SCRL, in order to give them all powers to draft the text of the coordination of the articles of association of the Company, sign it and deposit it in the electronic database provided for this purpose, in accordance with the legal provisions on the matter.*

■ For

■ Against

■ Abstention

Si, en vertu de l'article 7:130 du Code des sociétés et des associations, de nouveaux sujets sont inscrits à l'ordre du jour et/ou de nouvelles propositions de décision ont été présentées, et l'actionnaire soussigné n'a pas donné de nouvelles instructions concernant ce nouvel ordre du jour, le mandataire s'abstiendra de voter sur ces nouveaux points à l'ordre du jour ou sur les nouvelles propositions de décision.

If, pursuant to article 7:130 of the Company and Associations Code, new items are added to the agenda and/or new resolutions' proposals are presented, and the undersigned shareholder did not give any new instructions concerning the new agenda, the proxy holder will abstain from voting on these new items on the agenda or on the new decisions' proposals.

Renonciation

La soussignée reconnaît avoir été informée en temps utile de la tenue de l'assemblée générale extraordinaire et de son ordre du jour, tel qu'il figure ci-dessus, ainsi que de la nature et du contenu des documents à soumettre à cette assemblée générale extraordinaire, dont elle a pu ou pourra prendre connaissance. Elle reconnaît en outre qu'elle dispose de suffisamment de moyens d'être informé de la date exacte de l'assemblée générale extraordinaire, au cas où celle-ci ne se tiendrait pas à la date figurant dans la présente procuration.

Pour que l'assemblée puisse valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour susmentionné, un quorum de la moitié au moins du capital doit être présent. Si cette exigence de quorum n'est pas rencontrée, une nouvelle réunion de l'assemblée générale avec le même ordre du jour se tiendra le 14 novembre 2023 à 14 heures, laquelle pourra valablement délibérer sans que le quorum susmentionné ne soit rencontré. Par les présentes, la soussignée reconnaît expressément que la présente procuration vaut également procuration pour cette nouvelle assemblée générale extraordinaire.

Waiver

The undersigned acknowledges that it has been informed in due time of the extraordinary general meeting and its agenda as set out above, as well as of the nature and the contents of the documents to be submitted to the extraordinary general meeting, which it has been or will be able to examine. The undersigned further acknowledges that it has sufficient means to be informed of the exact date of the extraordinary general meeting, should the meeting not be held on the date set out in this proxy.

To validly deliberate on items of the abovementioned agenda, a quorum of at least half of the share capital shall be present. If this quorum requirement is not met, a new meeting of the general meeting with the same agenda shall be

held on 14 November 2023 at 2 pm, which may validly deliberate without the abovementioned quorum being met. The undersigned hereby expressly acknowledges that the present proxy is also valid as proxy for this new extraordinary general meeting.

Pouvoirs des mandataires

En vertu des présentes, chaque mandataire jouit des pouvoirs suivants au nom de la soussignée :

1. prendre part à l'assemblée générale extraordinaire et, le cas échéant, voter en faveur de son ajournement ;
2. prendre part à toute autre assemblée générale extraordinaire ayant le même ordre du jour, au cas où la première assemblée générale extraordinaire aurait été prorogée, ajournée ou n'aurait pas été régulièrement convoquée ;
3. émettre tout vote ou s'abstenir de voter sur toute proposition relative aux points à l'ordre du jour conformément aux instructions données aux mandataires, par tout moyen, préalablement à la tenue de l'assemblée générale extraordinaire ; et
4. signer tout procès-verbal, liste des présences, registre, acte ou document concernant ce qui précède et, en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile à l'exécution du présent mandat.

Authority of the proxies

Each proxy is hereby granted the authority to take the following actions on behalf of the undersigned:

1. *to attend the extraordinary general meeting and, as the case may be, vote to postpone it;*
2. *to attend any other extraordinary general meeting having the same agenda, should the first extraordinary general meeting be adjourned, postponed or should it not have been properly convened;*
3. *to vote or abstain from voting on any proposal regarding the items on the agenda in accordance with the instructions given to the proxies, by whatever means, prior to the extraordinary general meeting; and*
4. *to sign any minutes, attendance sheet, register, deed or document concerning the above and, in general, to do all that is necessary or useful to implement this proxy.*

Instructions données aux mandataires

La soussignée donne par les présentes instruction expresse aux mandataires de participer à l'assemblée générale extraordinaire, même en l'absence de preuve de convocation en bonne et due forme des actionnaires, administrateurs et commissaire ou en l'absence de renonciation par chacune de ces personnes (i) aux délais et formalités de convocation de l'assemblée générale extraordinaire, (ii) ainsi qu'au droit de recevoir certains rapports et autres documents, conformément aux articles 7:129 et 7:132 du Code des sociétés et des associations.

Instructions to the proxies

The undersigned hereby expressly instructs the proxies to participate in the extraordinary general meeting even in the absence of evidence that the shareholders, the directors and the auditor were duly convened to the extraordinary general meeting, or in the absence of a waiver by these persons of (i) all notice periods and notice requirements in respect of the convocation to such extraordinary general meeting and (ii) the right to receive certain documents, as required by articles 7:129 and 7:132 of the Company and Associations Code.

Indemnisation des mandataires

La soussignée s'engage par les présentes à indemniser les mandataires de tout dommage que ceux-ci pourraient encourir en raison de tout acte accompli en exécution de la présente procuration, à la condition toutefois qu'ils aient respecté les limites de leurs pouvoirs. De plus, la soussignée s'engage à ne demander l'annulation d'aucune des résolutions

approuvées par l'un des mandataires et à n'exiger aucune indemnisation de la part des mandataires, à la condition toutefois que ceux-ci aient respecté les limites de leurs pouvoirs.

Indemnification of the proxies

The undersigned hereby undertakes to indemnify the proxies for any liability which they may incur in relation to any act carried out for the purposes of implementing this proxy, provided the proxies have respected the scope of their powers. Moreover, the undersigned undertakes not to seek the nullity of any resolution approved by the proxies and not to seek damages from the proxies, provided the proxies have respected the scope of their powers.

Pour

For

Fait à :

Done in:

Le :

On: _____ 2023

Signature :

Signature: